Le Livre blanc réitère la volonté du Canada de maintenir des forces terrestres et aériennes en Europe. Il y a de bonnes raisons d'agir de la sorte, mais il ne faut pas nécessairement voir là un engagement perpétuel. Comme nous l'avons dit plus haut, les deux alliances pourraient bientôt entamer des discussions sérieuses afin de réduire les forces en présence en Europe; or, le Canada voudra certainement prendre part à ces pourparlers. Le principal objectif est de maintenir la stabilité en Europe à des niveaux inférieurs d'armement. Si cet objectif est atteint, il se pourrait fort bien que le Canada veuille réexaminer ses engagements à l'égard de l'Europe.

Les organismes canadiens intéressés peuvent apporter une précieuse contribution en examinant les tendances et les possibilités de figurer ou de réapparaître à l'ordre du jour politique du monde. Par exemple, en matière de sécurité européenne, existe-t-il d'autres systèmes viables et souhaitables qui puissent remplacer les actuelles alliances militaires ? Jusqu'à quel point la dénucléarisation de l'Europe est-elle militairement et politiquement réalisable ? Comment les Canadiens doivent-ils interpréter l'actuelle tournure des événements politiques en Europe occidentale et en Europe de l'Est ? Qu'est-ce que les Canadiens aimeraient voir se produire au cours de la prochaine décennie ? Et quel rôle, le cas échéant, le Canada pourrait-il jouer si des changements sensibles s'opéraient dans les relations entre l'OTAN et le pacte de Varsovie ?

b) <u>La sécurité et la souveraineté dans le Nord canadien</u>

Bien que, comme le gouvernement l'affirme, les sous-marins nucléaires puissent être plus efficaces que les bâtiments de surface, étant donné la géographie de notre pays, Ottawa doit mieux expliquer ce qui, à ses yeux, menace la sécurité du Canada dans l'Arctique. À l'heure actuelle, il ne fait aucun doute que, dans l'archipel arctique canadien, la présence soviétique reste hypothétique, tandis que des bâtiments américains s'y trouvent